Nouveau sabotage d'ordinateurs à Toulouse

Le Matin 12/04/80

Cette fois, c'est la CII-Honeywell-Bull qui était visée. L'Organisation action directe a revendiqué ce deuxième attentat

Au suivant. Après Philips Data System, dimanche à Toulouse (voir *le Matin* des 8 et 9 avril), c'est hier la CII-Honeywell-Bull, toujours à Toulouse, qui a reçu la visite des « plombiers de l'informatique ». Là encore des dégâts considérables, impossibles à chiffrer pour l'instant et toujours une razzia sur les dossiers. Souci de discrétion cependant, la porte électrique de l'immeuble n'a même pas été fracturée. Devant cette épuration des mémoires électroniques par les flammes, les professionnels de l'informatique ont décidé de faire appel à des sociétés de surveillance et d'augmenter les mesures de sécurité. Les deux affaires ont été revendiquées par l'Organisation action directe avec force détails. Le CLODO (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs) s'est pour sa part attribué la paternité de la destruction de la Data System. Pour mettre fin à cette guerre des communiqués, Action directe a affirmé qu'elle ferait parvenir au *Matin*, et ce dans les soixante-douze heures à venir, les documents dérobés chez Philips Informatique.

De notre correspondant à Toulouse

L'AUTODAFE des computeurs est commencé. Presque un synopsis de science-fiction. Une remise au pas de la machine. Après le sabotage de Philips Data System, ce fut la nuit dernière le tour de la CII-Honeywell-Bull. Là encore, le feu. Un énorme brasero qui a tout détruit. Dans le centre de démonstration du « petit système », il ne reste plus rien. Par contre, au sol, on marche sur trente centimètres de plastique et de papiers calcinés. Le plafond est ouvert, les canalisations rejettent un jus noirâtre et les moquettes baignent dans un bouillon de plastique. *Apocalypse Now.*

Au fond, la carcasse défigurée du 61 DPS. Le petit de la famille, l'ordinateur de service. 400 000 F partis en fumée avec, comme chez Philips, des kilomètres de programmes, de disques souples et la moitié du total des dossiers commerciaux. Ici, le sabotage technique a laissé la place à la politique de la terre brûlée mais pour être plus spectaculaire cet attentat aura moins de répercussion que celui de la Data System.

Jean de Larboust, directeur de l'agence CII, en explique les raisons : *« D'abord, à l'inverse de nos confrères, nous n'établissons pas de programme pour nos clients, du moins à une telle échelle. Notre fonction, qui exclut la prestation de services, se résume à une activité commerciale, c'est-à-dire la vente pure. »*

C'est vrai, mais que représentent alors toutes ces données imprimées sur microcassettes ou disques souples ? Sur ce point Jean de Larboust préfère attendre quelques jours avant de répondre. Tout le local a été visité, les armoires vidées de leur contenu. Des centaines et des centaines de kilos de papier. Des dossiers confidentiels ont-ils disparu ? Là encore, la société s'expliquera en fin de semaine, après inventaire.

Chiffre d'affaires de la succursale ? Impossible de savoir. Principaux clients ? La préfecture de Toulouse mais aussi bien des administrations puisqu'il est notoire que la CII-Honeywell-Bull obtient des marchés de l'Etat. L'armée figure parmi les acheteurs alors que Philips a démenti hier *« détenir une quelconque information concernant la défense nationale »*. Derrière une affiche publicitaire, chez CII-Honeywell-Bull, qui invite *« au voyage au pays de l'informatique »*, Jean de Larboust analyse les mobiles de ses visiteurs : *« Ma compagnie n'a pas d'ennemis. Il y a, par contre, chez ces gens un désir de nuire qui peut paraître choquant. Je crois qu'il recommenceront. Ce ne sont pas des vandales et ils demeurent sélectifs dans leurs choix. Je souhaite qu'on les arrête au plut tôt. »*

Mais, pour l'instant, les enquêteurs sont loin du compte. D'abord, et bien que la Cour de sûreté de l'Etat ait été saisie du dossier, ils ne savent plus très bien à qui attribuer ces actions. C'est l'Organisation action directe qui s'est manifestée la première pour revendiquer le sabotage de Philips. Mais mardi en fin de soirée le CLODO (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs) a surenchéri en faisant parvenir un communiqué au journal *Libération* : *« Nous sommes des travailleurs de l'informatique bien placés pour connaître les dangers futurs et actuels de la télématique et voulons lutter contre toutes les dominations. »*

Pour authentifier ses propos le CLODO fournissait même quelques précisions : *« Dans le tiroir de gauche du bureau du directeur se trouve un catalogue Rolls-Royce, une cartouchière et le dossier Rodeau Borel. »* Mais, chez Philips, M. Louys est bien ennuyé. Certes, il sait bien des choses, sans doute même la vérité, mais il n'a plus le droit de dire quoi que ce soit : *« Je suis navré de faire barrage à l'information mais j'ai reçu des consignes strictes de silence de la part de la police sur ordre de la Cour de sûreté de l'Etat. »*

Hier après-midi, c'est Action directe qui s'est manifestée : *« Nous affirmons notre participation réelle dans l'action contre le centre Philips Data System de Toulouse. Nous avons authentifié notre geste par l'inscription en lettres minuscules du sigle OAD sur le sol de la salle des ordinateurs. Pour l'attentat de la CII, que nous revendiquons également, nous avons utilisé un cocktail Molotov composé d'acide sulfurique, d'une pastille de chlorate, le tout placé avec de l'essence dans une bouteille de bière de marque Kronenbourg. Quant aux documents qui ont été récupérés chez Philips et à la CII, ils seront communiqués au journal* le Matin *dans les prochaines soixante-douze heures. »*

Mais qu'il s'agisse du CLODO, qui avoue lui-même dans son tract être très proche de l'OAD, ou du groupe Action directe, la logique et les motivations de comportement sont similaires : enclencher un processus pour combattre avec des armes nouvelles. Le SRPJ de Toulouse semblait hier soir mettre en doute la responsabilité d'Action directe, un policier soulignant qu'il n'avait retrouvé nulle part de fragments de la bouteille de bière mentionnée par le communiqué.



AFP

Après Philips Data System, CII-Honeywell-Bull, toujours à Toulouse

Déjà, il y a quelques semaines, près de Nice, le centre international de réservation d'Air France, situé à Sophia Antipolis, avait été plastiqué. Une sorte d'introduction aux attentats de Toulouse. Aujourd'hui, les autres entreprises de la ville, à l'image d'IBM, ont décidé de mettre en batterie des mesures de surveillance et de protection. Chez Philips les saboteurs avaient opéré en quelques minutes. A la CII, en plein centre-ville, dans un immeuble de haut standing, ils se sont tranquillement installés, selon les affirmations du directeur, pendant plus d'une heure pour finir leur travail. Cette assurance et une efficacité indéniable ont installé un climat de psychose chez les marchands de mémoire.

Jean-Paul Dubois